



## Le retour de flamme: Les Taliban s'en prennent à l'armée fantôme du renseignement américain

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 03 septembre 2021

[thecraddle.co](#)

Région : [Asie](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [AFGHANISTAN](#)

L'attentat à la bombe de l'aéroport de Kaboul montre qu'il existe des forces de l'ombre en Afghanistan, prêtes à perturber une transition pacifique après le départ des troupes américaines. Mais qu'en est-il de « l'armée de l'ombre » des services secrets américains, constituée au cours de deux décennies d'occupation ? Qui sont-ils, et quel est leur programme ?

C'est ainsi que le directeur de la CIA, William Burns, se rend en toute hâte à Kaboul pour solliciter une audience auprès du chef taliban Abdul Ghani Baradar, le nouveau dirigeant potentiel d'une ancienne satrapie. Et il le supplie littéralement de prolonger un délai pour l'évacuation des actifs américains.

La réponse est un « non » retentissant. Après tout, la date limite du 31 août a été fixée par Washington. La prolonger ne signifierait que l'extension d'une occupation déjà vaincue.

Le coup du « M. Burns va à Kaboul » fait désormais partie du folklore du cimetière des empires. La CIA ne confirme ni ne nie que Burns ait rencontré le mollah Baradar ; un porte-parole des Taliban, délicieusement diversionniste, a déclaré qu'il n'était « *pas au courant* » d'une telle rencontre.

Nous ne connaissons probablement jamais les termes exacts dont ont discuté les deux improbables participants - à supposer que la rencontre ait eu lieu et qu'il ne s'agisse pas d'une désinformation grossière des services de renseignement.

Pendant ce temps, l'hystérie de l'opinion publique occidentale se concentre sur l'impérieuse nécessité d'extraire tous les « traducteurs » et autres fonctionnaires (qui étaient de facto des collaborateurs de l'OTAN) de l'aéroport de Kaboul. Pourtant, un silence tonitruant entoure ce qui est en fait la véritable affaire : l'armée des ombres de la CIA laissée sur place.

L'armée fantôme est constituée de milices afghanes créées au début des années 2000 pour mener des opérations de « contre-insurrection » - un bel euphémisme pour des opérations de recherche et destruction contre les Taliban et Al-Qaïda. En cours de route, ces milices ont pratiqué, en masse, cette proverbiale combinaison sémantique normalisant le meurtre : les « exécutions extrajudiciaires », qui font généralement suite aux « interrogatoires renforcés ». Ces opérations étaient toujours secrètes, conformément au manuel classique de la CIA, ce qui garantissait qu'il n'y ait jamais de responsabilité.

Maintenant, Langley a un problème. Les Taliban ont conservé des cellules dormantes à Kaboul depuis le mois de mai, et bien avant cela, dans certains organes du gouvernement afghan. Une source proche du Ministère de l'Intérieur a confirmé que les Taliban ont réussi à mettre la main sur la liste complète des agents des deux principaux dispositifs de la CIA : la Force de Protection de Khost (KPF) et la Direction nationale de la Sécurité (DNS). Ces agents sont les principales cibles des Taliban aux points de contrôle menant à l'aéroport de Kaboul, et non des « civils afghans » impuissants qui tentent de s'échapper.

Les Taliban ont mis en place une opération complexe et ciblée à Kaboul, avec de nombreuses nuances – permettant, par exemple, le libre passage de certaines forces spéciales de membres de l'OTAN, qui sont entrées dans la ville à la recherche de leurs ressortissants.

Mais l'accès à l'aéroport est désormais bloqué pour tous les ressortissants afghans. L'attentat suicide à la voiture piégée a introduit une variable encore plus complexe : les Taliban vont devoir mettre en commun toutes leurs ressources en matière de renseignement, et ce, rapidement, pour lutter contre les éléments qui cherchent à introduire des attaques terroristes intérieures dans le pays.

Le [Centre norvégien d'Analyses globales RHIPTO](#) a montré comment les Taliban disposent d'un « *système de renseignement plus avancé* » appliqué à l'Afghanistan urbain, en particulier à Kaboul. Le fait de « *frapper aux portes des gens* » qui alimente l'hystérie occidentale signifie qu'ils savent exactement où frapper lorsqu'il s'agit de trouver des réseaux de renseignements collaborationnistes.

Il n'est pas étonnant que les groupes de réflexion occidentaux se lamentent sur la façon dont leurs services de renseignement seront minés à l'intersection de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud. Pourtant, la réaction officielle discrète s'est résumée à une simple [déclaration](#) des ministres des Affaires étrangères du G7 annonçant qu'ils étaient « *profondément préoccupés par les informations faisant état de violentes représailles dans certaines régions d'Afghanistan* ».

Le retour de bâton est vraiment une salope. Surtout lorsque vous ne pouvez pas le reconnaître pleinement.

De Phoenix à Omega

Le dernier chapitre des opérations de la CIA en Afghanistan a commencé alors que la campagne de bombardements de 2001 n'était même pas terminée. Je l'ai vu de mes propres yeux à Tora Bora, en décembre 2001, lorsque les forces spéciales sont sorties de nulle part, équipées de téléphones satellites Thuraya et de valises pleines d'argent liquide. Plus tard, le rôle des milices « irrégulières » dans la défaite des Taliban et le démantèlement d'Al-Qaïda a été salué par les États-Unis comme un immense succès.

L'ancien président afghan Hamid Karzai était, à son honneur, initialement opposé à ce que les forces spéciales américaines créent des milices locales, un élément essentiel de la stratégie anti-insurrectionnelle. Mais au final, cette vache à lait était irrésistible.

Le Ministère afghan de l'Intérieur a été l'un des principaux profiteurs, le projet initial ayant été regroupé sous les auspices de la police locale afghane. Cependant, certaines milices clés ne dépendaient pas du Ministère, mais répondaient directement à la CIA et au

Commandement des Forces spéciales américaines, rebaptisé plus tard le tristement célèbre Joint Special Operations Command (JSOC).

Inévitablement, la CIA et le JSOC se sont disputés le contrôle des principales milices. Ce problème a été résolu lorsque le Pentagone a prêté des forces spéciales à la CIA dans le cadre du [programme Omega](#). Dans le cadre d'Omega, la CIA a été chargée de cibler les renseignements, tandis que les opérations spéciales ont pris le contrôle des forces sur le terrain. Omega a progressé régulièrement sous le règne de l'ancien président américain Barack Obama : il ressemblait étrangement à l'opération Phoenix de l'époque du Vietnam.

Il y a dix ans, l'armée de la CIA, baptisée Counter-terrorist Pursuit Teams (CTPT), était déjà forte de 3 000 hommes, payés et armés par le combo CIA-JSOC. Il n'y avait rien de « contre-insurrectionnel » dans tout cela : Il s'agissait d'escadrons de la mort, à l'instar de leurs homologues d'Amérique latine dans les années 1970.

En 2015, la CIA a obtenu de son unité sœur afghane, la Direction nationale de la Sécurité (DNS), qu'elle crée de nouvelles formations paramilitaires pour, en théorie, combattre l'État islamique, qui a ensuite été identifié localement comme l'État islamique au Khorassan. En 2017, Mike Pompeo, alors chef de la CIA, a lancé Langley dans une surenchère afghane, ciblant les Taliban mais aussi Al-Qaïda, qui à l'époque ne comptait plus que quelques dizaines d'agents. Pompeo a promis que la nouvelle mission serait « agressive », « impitoyable » et « implacable ».

Ces « acteurs militaires » de l'ombre

Le rapport le plus précis et le plus concis sur les paramilitaires américains en Afghanistan est sans doute [celui d'Antonio de Lauri](#), chercheur principal à l'Institut Chr. Michelsen, et d'Astrid Suhrke, chercheuse principale émérite également à l'Institut.

Le rapport montre comment l'armée de la CIA était une hydre à deux têtes. Les unités les plus anciennes remontaient à 2001 et étaient très proches de la CIA. La plus puissante était la Force de Protection de Khost (KPF), basée au Camp Chapman de la CIA à Khost. La KPF opérait totalement en dehors de la loi afghane, sans parler du budget. À la suite d'une enquête de Seymour Hersh, j'ai également montré comment la CIA finançait ses opérations secrètes par le biais d'une [filière d'héroïne](#), que les Taliban ont maintenant promis de détruire.

L'autre tête de l'hydre était constituée par les forces spéciales afghanes de la DNS : quatre unités principales, chacune opérant dans sa propre zone régionale. Et c'est à peu près tout ce que l'on savait d'elles. La DNS était financée par nul autre que la CIA. À toutes fins utiles, les agents étaient formés et armés par la CIA.

Il n'est donc pas étonnant que personne en Afghanistan ou dans la région ne sache quoi que ce soit de définitif sur leurs opérations et leur structure de commandement. La Mission d'Assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA), dans un jargon bureaucratique exaspérant, a défini les opérations du KPF et de la DNS comme semblant « être coordonnées avec des acteurs militaires internationaux, c'est-à-dire en dehors de la chaîne de commandement gouvernementale normale ».

En 2018, on estimait que la KPF abritait entre 3 000 et plus de 10 000 agents. Ce que peu d'Afghans savaient vraiment, c'est qu'ils étaient bien armés, bien payés, qu'ils travaillaient

avec des personnes parlant l'anglais américain et utilisant un vocabulaire américain, qu'ils se livraient à des opérations nocturnes dans des zones résidentielles et, surtout, qu'ils étaient capables d'appeler des frappes aériennes, exécutées par l'armée américaine.

Un rapport de 2019 de la MANUA a souligné qu'il y avait « *des rapports continus selon lesquels la KPF commettait des violations des droits de l'homme, tuait intentionnellement des civils, détenait illégalement des individus et endommageait et brûlait intentionnellement des biens civils lors d'opérations de recherche et de raids nocturnes* ».

Appelez cela l'effet Pompeo : « agressif, impitoyable et implacable » - que ce soit par des raids de type « tuer ou capturer » ou par des drones équipés de missiles Hellfire.

Les Occidentaux éveillés, qui perdent actuellement le sommeil à cause de la « perte des libertés civiles » en Afghanistan, ne sont peut-être même pas vaguement conscients que leurs « forces de coalition » commandées par l'OTAN ont excellé dans la préparation de leurs propres listes de mise à mort ou de capture, connues sous la dénomination sémantiquement démente de « Liste conjointe des Effets prioritaires ».

La CIA, quant à elle, s'en moque éperdument. Après tout, l'agence a toujours été totalement en dehors de la juridiction des lois afghanes régissant les opérations des « forces de la coalition ».

La dronification de la violence

Au cours de ces dernières années, l'armée fantôme de la CIA s'est coalisée dans ce que Ian Shaw et Majed Akhter ont décrit de manière mémorable comme « [La dronification de la violence d'État](#) », dans un article fondateur publié dans la revue Critical Asian Studies en 2014 (téléchargeable [ici](#)).

Shaw et Akhter définissent le processus alarmant et continu de dronification comme : « *la délocalisation du pouvoir souverain des militaires en uniforme vers la CIA et les forces spéciales ; les transformations techno-politiques réalisées par le drone Predator ; la bureaucratisation de la chaîne de mise à mort ; et l'individualisation de la cible* ».

Cela revient, selon les auteurs, à ce que Hannah Arendt définissait comme « *la règle de personne* ». Ou, en fait, de quelqu'un agissant en dehors de toute règle.

Le résultat final toxique en Afghanistan est le mariage entre l'armée fantôme de la CIA et la dronification. Les Taliban sont peut-être prêts à accorder une amnistie générale et à ne pas se venger. Mais pardonner à ceux qui se sont livrés à un massacre dans le cadre de l'accord de mariage pourrait être un cran trop loin pour le code Pachtounwali.

L'accord de Doha de février 2020 entre Washington et les Taliban ne dit absolument rien de l'armée fantôme de la CIA.

La question qui se pose maintenant est de savoir comment les Américains vaincus pourront conserver des moyens de renseignement en Afghanistan pour leurs fameuses opérations de « contre-terrorisme ». Un gouvernement dirigé par les Taliban prendra inévitablement le contrôle de la DNS. Ce qu'il adviendra des milices est une question ouverte. Elles pourraient être complètement reprises par les Taliban. Elles pourraient se détacher et finir par trouver de nouveaux sponsors (saoudiens, turcs). Elles pourraient devenir autonomes et servir le chef de guerre le mieux placé pour payer.

Les Taliban pourraient être essentiellement une collection de seigneurs de la guerre (jang salar, en dari). Mais ce qui est certain, c'est qu'un nouveau gouvernement ne permettra tout simplement pas un scénario de milice en friche semblable à celui de la Libye. Il faut dompter des milliers de mercenaires qui pourraient devenir un ersatz de l'EI-Khorassan et menacer l'entrée de l'Afghanistan dans le processus d'intégration eurasiatique. Burns le sait, Baradar le sait – tandis que l'opinion publique occidentale n'en sait rien.

Pepe Escobar

Source originale en anglais : Blowback: Taliban target US intel's shadow army, The Cradle, le 27 août 2021.

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [thecraddle.co](http://thecraddle.co)

Copyright © [Pepe Escobar](#), [thecraddle.co](http://thecraddle.co), 2021

---

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)